

Par des notes remises le 29 septembre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France ont demandé la prompte intervention du Conseil de sécurité. Ces notes affirment que les actes posés par le Gouvernement soviétique "sont contraires à ses obligations aux termes de l'article 2 de la Charte des Nations Unies et créent une menace contre la paix au sens du chapitre VII de la Charte".

QUESTION DE L'HYDERABAD

Sur proposition du Canada, le Conseil de sécurité a rayé de son ordre du jour la question de l'Hyderabad.

PLAN BERNADOTTE POUR LA PALESTINE

Peu de temps avant sa mort, le comte Bernadotte avait préparé un plan pour la Palestine. Ce plan (qui a été distribué aux délégués à la Troisième Assemblée) propose que l'Etat d'Israël soit accepté comme un fait établi, mais avec des frontières bien différentes de celles que l'Assemblée générale avait d'abord adoptées le 29 novembre 1947. D'après le plan de partage de l'ONU, l'Ouest de la Galilée aurait été arabe, tandis que le plan Bernadotte en fait un territoire juif. Le désert du Negeb, au sud, devait être juif; le plan Bernadotte le donne aux Arabes. Le plan Bernadotte laisse aux Etats arabes la disposition de la Palestine arabe mais déclare qu'en raison de "l'association historique et de la communauté d'intérêts de la Transjordanie et de la Palestine, des raisons très fortes "exigent" la fusion de la Palestine arabe et de la Transjordanie".

Le rapport Bernadotte contenait aussi les recommandations suivantes:

Que les droits des minorités arabes en Israël et juives dans les Etats arabes soient efficacement garantis et par les Gouvernements respectifs et par les Nations Unies.

Que les personnes déplacées soient renvoyées dans leurs foyers; sinon, que des mesures appropriées soient prises pour les secourir.

Que l'Organisation des Nations Unies institue une Commission de conciliation pour la Palestine, chargée de mettre en oeuvre ces recommandations et toutes celles qui pourraient être adoptées, et d'une manière générale de travailler dans l'intérêt de la paix en Palestine.

Que Jérusalem soit placée sous l'autorité des Nations Unies et que l'accès aux Lieux saints, en toute liberté et sécurité, soit efficacement garanti à tous.

Que Haifa soit un port libre dont l'accès et l'usage soient libres à tous, de même que l'accès aux installations pétrolières, et que Lydda soit de son côté un aéroport libre.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont appuyé le plan Bernadotte.